

Bien des obstacles s'opposent encore à l'unité de l'Europe occidentale. Les plus manifestes paraissent être la crainte et l'incertitude: crainte de la guerre et incertitude quant à l'avenir économique. Ces sentiments sont à la base de la plupart des antagonismes et des opiniâtres conflits politiques qui retardent la réalisation de l'unité européenne, mais il y a quand même progrès réel.

### La Russie soviétique

À New-York, en octobre dernier, le premier ministre Nehru a mentionné, parmi les causes de guerre, le désir d'une nation d'en dominer une autre. Cette parole s'applique particulièrement à l'Europe. Depuis quelque temps, il est évident que la Russie soviétique s'exerce inflexiblement à imposer sa volonté par la force et par la crainte dans un rayon toujours plus vaste, sans se soucier le moins des droits souverains, des traditions religieuses ou de l'organisation sociale des peuples. Ce dessein bien arrêté empoisonne et fausse les aspirations de tous ceux qui veulent la paix.

Prenons le cas de la Yougoslavie, par exemple. Il ressort de récents échanges de notes entre le gouvernement yougoslave et le gouvernement soviétique que la Russie emploie tous les moyens, sauf la guerre, pour mettre au pas le gouvernement yougoslave et lui imposer l'obéissance abjecte qu'exige le Kremlin. En Bulgarie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ainsi qu'en Pologne où un maréchal russe a récemment été fait ministre de la Défense nationale, les communistes ont, depuis quelques mois, redoublé d'effort pour supprimer tout élément d'indépendance nationale.

Enfin, dans la zone russe d'Allemagne, les autorités militaires soviétiques ont établi en octobre dernier, par une sorte d'ukase, un État et un gouvernement dont l'appui populaire repose uniquement sur les élections dirigées de mai dernier où, malgré toutes leurs manœuvres, les communistes n'ont pas fait très bonne figure. La constitution de cet État fantoche a été soumise à la ratification, non pas du peuple allemand mais du gouvernement soviétique.

La seule conclusion que nous puissions tirer de tout cela, c'est que la Russie soviétique aspire à étendre sa domination et à accroître le nombre des républiques soviétiques.

### Politique depuis Yalta

L'évolution de la politique russe depuis Yalta est aujourd'hui facile à discerner. À la conférence d'Yalta, la Russie avait simplement réclamé, pour employer les termes de la déclaration, l'établissement de « gouvernements amis » à ses frontières. Deux ans plus tard, lorsque les nouvelles démocraties eurent été rebaptisées « démocraties populaires », tous les partis non communistes ont été abolis ou placés sous la direction de chefs communistes.

L'objectif est maintenant changé. Il ne s'agit plus d'établir des régimes « socialistes » ou communistes, où peuvent subsister des tendances à l'indépendance ou au nationalisme, mais plutôt d'identifier complètement ces États à l'Union soviétique. Ainsi que le déclarait récemment un journal de Moscou (la citation mérite d'être retenue), « un dévouement profond à la cause du socialisme et du communisme est inséparable d'un dévouement également profond à l'Union soviétique. »